

Avant propos

Les articles sélectionnés dans cette revue de presse ont pour but d'informer sur la situation humanitaire au Tchad ou sur le contexte général. Cette sélection d'articles ne reflète pas nécessairement la position d'OCHA-Tchad. Merci de tenir compte de cette réserve.

LES TITRES

- **Tchad : la réponse humanitaire de 2013 menacée par une crise de financement** (Xinhua, 20 mars)
- **12.500 Soudanais réfugiés dans le sud-est du Tchad sans assistance (HCR)** (AFP, 16 mars)
- **Sahel : la production céréalière brute estimée à 54,6 millions de tonnes** (Xinhua, 19 mars)
- **Avec le soutien de l'ONU, le Tchad lance une campagne nationale de vaccination antipolio** (ONU, 15 mars)
- **Micro Finance: Un appui du PAFIT au gouvernement tchadien** (ATPE, 18 mars)
- **Les pays musulmans adhèrent à une déclaration historique sur les violences contre les femmes** (AFP, 16 mars)

L'INTEGRALITE DES ARTICLES

Tchad : la réponse humanitaire de 2013 menacée par une crise de financement

N'DJAMENA, 20 mars 2013 (Xinhua) — Près de trois mois après le début de l'année, l'Appel humanitaire Consolidé (CAP) de 2013 du Tchad, d'un montant de 500 millions USD, n'est financé qu'à 9% et les agences de l'ONU prévoient que le financement humanitaire de cette année ne pourrait atteindre que le tiers du montant reçu en 2012, indique un communiqué de presse publié mercredi.

«J'ai fait des consultations ces derniers jours avec les acteurs humanitaires clés et nous sommes tous de plus en plus inquiets du déficit de financement imminent qui risque d'emporter les avancées positives que nos programmes humanitaires avaient pu réaliser en 2012 », a déclaré Thomas Gurtner, coordonnateur résident et humanitaire des Nations Unies pour le Tchad.

«La situation humanitaire au Tchad continue d'être dangereusement volatile et nous avons besoin de financement immédiat afin de maintenir les activités actuelles les plus importantes, sans parler de réponse à de nouvelles crises », a ajouté M. Gurtner qui rencontre aujourd'hui les principaux partenaires régionaux à Dakar en vue d'élaborer une stratégie commune pour le Sahel et pour donner l'alarme sur la crise de financement à laquelle les acteurs humanitaires font face au Tchad.

Malgré une récolte 2012-2013 de 3,8 millions de tonnes de céréales (supérieure à la moyenne annuelle), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que deux millions de personnes auront besoin d'assistance cette année, principalement dans les zones inondées et la bande sahélienne.

Les taux de malnutrition sont attendus à la hausse au cours de la période de soudure à partir de juin et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a dû augmenter à 150.000 le nombre d'enfants malnutris aiguë sévère à traiter cette année.

La détérioration de la sécurité dans les régions voisines du Darfour et de la République centrafricaine a également créé, selon le document, une pression supplémentaire et inattendue sur les acteurs humanitaires, avec un afflux de plus de 12.500 réfugiés soudanais et 4.000 réfugiés centrafricains au Tchad au cours du mois passé.

« Nous sommes face au plus grand afflux de réfugiés soudanais depuis 2004 et le HCR est encore plus préoccupé par la situation qui se développe en République centrafricaine, d'où on pourrait s'attendre à plus de 15.000 nouveaux réfugiés dans les prochains mois. À l'heure actuelle, nous n'avons tout simplement pas les fonds nécessaires pour répondre simultanément à ces situations d'urgence et nous sommes obligés de tirer des ressources des programmes existants afin d'aider ces réfugiés extrêmement vulnérables », a dit Aminata Gueye, représentante du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Tchad cité dans le communiqué.

Les déficits de financement frappent toutes les agences onusiennes présentes au Tchad. L'UNICEF a ainsi «urgemment besoin de 7 millions USD pour assurer, en continu, un approvisionnement en aliments thérapeutiques et des soins appropriés pour les enfants souffrant de malnutrition sévère à travers le pays».

Le budget du HCR au Tchad a été réduit de 50% au cours des deux dernières années et actuellement, seulement 30% des fonds requis ont été obtenus pour maintenir le niveau d'opération de 2012 afin d'assister 358.000 réfugiés et 90.000 personnes déplacées. Le HCR estime un besoin de 5 millions USD pour répondre à ces urgences actuelles.

Le FAO affirme, quant à lui, avoir moins de 15% des fonds nécessaires à la fourniture des semences et du matériel agricole prévus pour 360.000 personnes.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) n'a pas de fonds disponibles pour aider plus de 2.000 retournés tchadiens fuyant le Darfour et plus de 1.000 retournés qui ont été forcés à quitter la Libye dans des conditions extrêmement difficiles depuis janvier, avec de nombreux autres attendus dans les prochains mois.

Avec l'afflux de nouveaux réfugiés, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) fait face à un déficit de financement de 52 millions USD pour aider les réfugiés à travers le pays. De plus, la nourriture nécessaire pour les réfugiés à l'est du Tchad pour la période juillet-novembre doit être pré-positionnée avant juin au plus tard en raison de l'inaccessibilité de ces régions pendant la saison des pluies.

«Cette crise de financement est littéralement une question de sauver des vies: sans traitement approprié, un enfant souffrant de malnutrition aiguë sévère est neuf fois plus à risque de mourir qu'un enfant bien nourri. Les taux de malnutrition au Tchad n'ont pas baissé d'une façon significative et nous devons absolument poursuivre nos efforts dans les 426 centres nutritionnels à travers le Tchad ou alors nous ferons face à des conséquences dramatiques », a conclu Bruno Maes, représentant de l'UNICEF au Tchad. <http://tchadinfos.com/?p=19199>

12.500 Soudanais réfugiés dans le sud-est du Tchad sans assistance (HCR)

N'DJAMENA, 16 mars 2013 (AFP) - Quelque 12.500 réfugiés soudanais en provenance du Darfour, vaste région de l'ouest du Soudan en proie à des troubles, ont afflué vers le Tchad depuis un mois, fuyant des affrontements inter-ethniques, a-t-on appris auprès du Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) samedi.

"C'est depuis un mois environ que Tissi (localité située à la frontière Tchad-Centrafrrique-Soudan dans le sud-est du Tchad) enregistre un afflux massif de réfugiés soudanais venant de la région du Darfour", a annoncé samedi à l'AFP la représentante du HCR au Tchad, Aminata Gueye.

"Nous avons dépêché une mission conjointe gouvernement-HCR sur place. Cette mission, qui est rentrée jeudi, a recensé 12.500 réfugiés qui ont traversé la frontière. On ne s'attendait pas à cet afflux. C'est une situation urgente qui nous inquiète", a-t-elle ajouté.

Selon Mme. Gueye, les réfugiés dont la première vague est arrivée "depuis un mois (...) disent qu'ils ont fui des affrontements inter-ethniques survenus ces derniers mois au Darfour nord, pour la prise la prise de contrôle de mines d'or".

"Dans deux mois la pluie va s'installer et cette zone ne sera plus accessible ; donc il sera difficile de les assister. S'il y a des actions à mener, c'est à faire dans les deux mois qui restent", s'est inquiété Aminata Gueye, précisant avoir eu des entretiens avec le ministre tchadien de l'administration du territoire "pour identifier un site pour transférer ces réfugiés avant le mois de juin".

La guerre civile au Darfour a fait depuis 2003 au moins 300.000 morts, selon l'ONU - 10.000 selon Khartoum- et plus d'un million de déplacés.

Bien que les violences aient beaucoup régressé, les combats entre les rebelles et l'armée du régime de Khartoum soutenue par des milices arabes, les braquages et violences tribales restent quotidiens. <http://www.afp.com>

Sahel : la production céréalière brute estimée à 54,6 millions de tonnes

DAKAR, 19 mars 2013 (Xinhua) - La production céréalière brute de la campagne 2012/2013 au Sahel et en Afrique de l'Ouest est estimée à 54,6 millions de tonnes, selon un document de AGRHYMET, institution spécialisée du Comité de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS).

Selon un document reçu par Xinhua, la production céréalière a connu une hausse respectivement de 16% par rapport à 2011/2012 et de 1% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

« Tous les pays ont connu un accroissement de la production par rapport à la moyenne à l'exception du Nigéria (-8%). Le maïs avec 17,6 millions de tonnes est en progression de 30% par rapport à la moyenne quinquennale. La filière maïs s'affirme de plus en plus comme une filière marchande dans l'espace ouest africain », note le texte.

Au Sahel, cette production céréalière est de 22,5 millions de tonnes et elle est en hausse de 37% par rapport à la dernière campagne agricole et de 34% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, poursuit le texte.

« Le Niger, le Burkina Faso et le Tchad dégagent des excédents céréaliers contrairement à l'année dernière. Le Sénégal et la Mauritanie enregistrent une forte hausse de productions céréalières (50%) par rapport à l'année dernière », souligne le document.

Il précise que cependant, les stocks publics et privés ne sont pas reconstitués à leur niveau optimal en raison de leur épuisement en 2012, du manque de financement et du lancement encore timide des appels d'offre des offices dans les pays.

<http://tchadinfos.com/?p=19204>

Avec le soutien de l'ONU, le Tchad lance une campagne nationale de vaccination antipolio

N'DJAMENA, 15 mars 2013 (ONU) – Le gouvernement du Tchad organise, du 15 au 17 mars, une grande campagne nationale de vaccination contre la polio, combinée à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage des enfants de moins de 5 ans. Appuyée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), vise à atteindre près de 4 millions enfants dans l'ensemble du pays.

Une attention particulière sera accordée aux populations nomades, faiblement desservies par les services sociaux de base, y compris les services de santé en général et de vaccination en particulier.

« Cette campagne combinée à grande échelle pourrait représenter pour le pays une avancée significative pour la survie de l'enfant », a déclaré le Représentant de l'UNICEF au Tchad, Bruno Maes. « La supplémentation en vitamine A et le déparasitage sont des interventions à haut impact destinées à améliorer l'état nutritionnel et de santé des enfants. La première offre à l'enfant plus de chance de survie et moins de risque d'être affecté par les formes graves de maladies infectieuses. Le second permet un meilleur état nutritionnel, une rapide croissance et aide à développer les facultés d'apprentissage de l'enfant. »

Si ces interventions étaient institutionnalisées et systématisées tous les six mois, elles peuvent contribuer à réduire d'un quart (23%) la mortalité des enfants, de moitié (50%) celle liée à la rougeole et de 40% la mortalité liée à la diarrhée.

Estimées à 350.000 personnes, soit 3,5% de la population totale du Tchad, les populations nomades sont souvent difficiles à atteindre par les services de santé. Par ailleurs, l'analyse des cas de poliomyélite au Tchad montre que les enfants nomades sont touchés de façon disproportionnée. Il s'agit d'un segment de population mal desservi et sur lequel les informations disponibles sont rares.

« Cette campagne répond à un souci d'équité. L'UNICEF est mandaté pour accorder une attention particulière aux populations les plus vulnérables. Le Fonds et ses partenaires travaillent avec ces communautés afin de développer des stratégies visant à trouver et vacciner leurs enfants. Ce travail innovant avec les nomades commence à donner des résultats au Tchad. Un nouveau cas de polio serait un cas de trop », estime Bruno Maes.

Le Tchad a réalisé d'immenses progrès vers l'éradication de la poliomyélite. Le pays n'a enregistré que cinq cas en 2012 contre 132 cas en 2011, soit une réduction de 95%. Grâce à l'engagement continu du gouvernement et de ses partenaires, le Tchad s'achemine vers l'éradication de la maladie.

« La campagne aidera à consolider les acquis au Tchad où aucun cas de polio n'a été enregistré depuis juin 2012 » se félicite M. Maes.

Cependant, d'immenses défis restent à relever, dans un contexte où les services de vaccination de routine, de même que la demande de ces services, demeurent faibles. L'enquête de couverture vaccinale de 2012 réalisée par le Ministère de la Santé avec l'appui de l'OMS et l'UNICEF, a montré qu'au Tchad, 42% d'enfants de moins d'un an ont reçu trois doses du vaccin pentavalent qui les protègent contre cinq maladies évitables par la vaccination. <http://www.un.org/apps/news/fr/storyF.asp?NewsID=29981&Cr=&Cr1=>

Micro Finance: Un appui du PAFIT au gouvernement tchadien

N'DJAMENA, 18 mars 2013 (ATPE) - Le PNUD, à travers le Programme d'Appui à la Finance Inclusive au Tchad (PAFIT), a offert des matériels de bureau et des moyens roulants au ministère des Microcrédits et ses partenaires.

La cérémonie de remise de ces équipements s'est déroulée le mercredi 13 mars 2013, entre le Directeur- pays PNUD, M.Tetsuo Kondo, et le ministre des Microcrédits pour la Promotion de la Femme et de la Jeunesse, dans la Cour dudit ministère.

C'est sur la base des engagements pris par les partenaires, dans le cadre des contrats de performance que les lots de matériels, composés de 12 ordinateurs portables, 5 ordinateurs de bureau avec quelques accessoires, 8 motos et 2 véhicules pour renforcer la mobilité de la cellule technique et l'association professionnelle informatique, bureautique ont été acquis.

Pour le Directeur -pays PNUD, M. Tetsuo Kondo, en répondant à la préoccupation du gouvernement, qui est celle de mettre en œuvre la stratégie nationale de micro finance, le PAFIT vise la construction d'un secteur de la micro finance viable et pérenne au Tchad. « Cela ne peut se faire que par la professionnalisation des établissements de micro finance en vue de fournir aux populations démunies la possibilité d'avoir accès au crédit, à l'épargne et aux autres produits et services financiers », a indiqué Tetsuo Kondo. Or, il s'avère que les populations pauvres ont difficilement accès à ces services partout où elles se trouvent, compte tenu de nombreuses contraintes et faiblesses qui constituent des goulots d'étranglement pour la réalisation de cet objectif.

« Ces contraintes sont, pour la plupart, l'absence de vision ou d'une planification stratégique, d'une croissance non maîtrisée conduisant à des dérapages dans la gestion du portefeuille. A cela, s'ajoutent les risques liés aux activités agricoles et les revenus irréguliers en milieu rural, l'absence d'infrastructure de base qui entraînent des coûts de transactions élevés », a-t-il ajouté.

Le Directeur- pays PNUD exhorte, par conséquent, les futurs utilisateurs à faire bon usage de ces équipements pour l'amélioration de leur travail, pour la production des statistiques du secteur et des rapports d'activités pour le secteur. Pour lui, la première phrase de l'hymne national, « Peuple tchadien, debout et à l'ouvrage », est un excellent prétexte qui tire tout son sens ici.

Le ministre des Microcrédits pour la Promotion de la Femme et de la Jeunesse, M. Martin Bagrim Kibassim a, pour sa part, relevé que le PNUD a toujours accompagné les établissements de micro finance au Tchad, comme en témoignent les nombreuses réalisations du PAFIT.

Pour lui, financer les couches vulnérables et les sortir de la précarité, a toujours été le leitmotiv pour les hautes autorités du pays. « La fourniture de ces matériels aux acteurs de la micro finance renforcera la professionnalisation des établissements des micros finances et contribuera ainsi, via l'offre durable de service financier, à l'amélioration de conditions de vie des couches vulnérables », a-t-il ajouté.

En plus de ces matériels, le programme d'appui à la finance inclusive au Tchad (PAFIT) a signé plusieurs autres accords de financement, notamment le renforcement du ministère en charge de la micro finance dont le contrat est en cours de signature, pour un montant de 72 millions FCfa, la signature d'un contrat de performance avec trois établissements de micro finance pour un montant de plus de 249 millions de FCFA et un contrat de performance entre le PNUD et l'Association Professionnelle des Etablissements de micro finance de 48 millions de FCFA. <http://www.infotchad.com>

Les pays musulmans adhèrent à une déclaration historique sur les violences contre les femmes

NEW YORK, 16 mars 2013 (AFP) – Occidentaux et pays musulmans ont surmonté vendredi leurs profondes divergences pour s'accorder sur une déclaration de l'ONU qualifiée d'historique qui dénonce les violences faites aux femmes et définit un code de conduite pour les combattre.

A l'issue de près de deux semaines de négociations à New York entre les 193 Etats membres de l'ONU, l'Iran, la Libye, le Soudan et d'autres pays musulmans à l'origine très réticents ont accepté d'inclure dans cette déclaration un paragraphe soulignant que la violence contre les femmes et les filles ne pouvait se justifier par aucune coutume, tradition ou considération religieuse.

De leur côté, les pays occidentaux, notamment scandinaves, qui poussaient à l'adoption d'un texte vigoureux ont fait des concessions sur le chapitre des droits des homosexuelles et des droits sexuels.

Plus de 6.000 représentants de la société civile participaient depuis le 4 mars à cette 57e session annuelle de la Commission de l'ONU sur le statut de la femme. Des applaudissements nourris et des cris de joie ont salué l'annonce de l'adoption du texte tard vendredi soir au siège de l'ONU à New York.

Michelle Bachelet, directrice exécutive de ONU Femmes, a qualifié la réunion d'historique. Juste après, l'ONU a annoncé que Mme Bachelet quittait son poste pour reprendre sa carrière politique au Chili, dont elle a été présidente.

Au cours des négociations, l'Iran, le Vatican ou la Russie s'étaient ligués dans une alliance conservatrice, selon des diplomates, pour tenter d'édulcorer le projet de déclaration finale soutenu par les Etats-Unis, le Canada et les Européens, notamment la Norvège et le Danemark. Cette impasse a menacé jusqu'à la dernière minute de faire échouer la réunion, comme cela avait été le cas en 2003.

Les pays conservateurs s'opposaient aussi à ce que des relations sexuelles imposées à une femme par son mari ou son compagnon soient considérées comme un viol et contestaient des références dans le texte au droit à l'avortement.

Les Frères musulmans en Egypte ont estimé vendredi que le texte en discussion à l'ONU était contraire à l'islam et conduirait à la déchéance totale de la société en cas d'adoption.

La Commission demande instamment aux Etats de condamner avec force toutes formes de violence contre les femmes et les filles et de s'abstenir d'invoquer toute coutume, tradition ou considération religieuse pour se soustraire à leur obligation de mettre fin à cette violence, proclame la déclaration.

Elle ajoute que les Etats doivent accorder une attention particulière à l'abolition des pratiques et des lois discriminatoires envers les femmes et les filles ou qui perpétuent ou considèrent comme acceptable la violence exercée à leur égard.

Les pays doivent traiter et éradiquer en priorité les violences domestiques, souligne le texte. C'est le type de langage susceptible de faire grincer des dents en Iran et dans les autres pays musulmans qui prônent un islam radical, a estimé un diplomate occidental présent à la réunion.

La conférence s'est tenue dans un contexte de mobilisation après l'attaque des talibans en octobre contre une adolescente pakistanaise, Malala Yousafzai, qui luttait pour promouvoir l'éducation des filles dans son pays, et le viol collectif d'une jeune Indienne en décembre dernier.

Selon un rapport de la Banque mondiale évoqué à la conférence, les femmes âgées de 15 à 44 ans sont plus nombreuses à décéder de mort violente que du paludisme, du sida ou du cancer réunis.

<http://tchadinfos.com/?p=18880>

FIN